



Pourquoi les grand-messes sociales ne servent à rien et doivent être abolies

Marc Landré, LE FIGARO, 12.01.2016

Les exécutifs de tous bords adorent réunir à Matignon ou l'Élysée les partenaires sociaux pour discuter de leur projet ou plan d'urgence en cours.

Ces sommets sociaux servent uniquement à afficher un semblant de concertation.

Les vraies décisions se prennent ailleurs.

Lundi 11 janvier 2016 s'est donc tenu à Matignon un nouveau sommet social.

Un de plus!

Toute la journée, les délégations des huit organisations représentatives des salariés (CGT, CFDT, CFE-CGC, CFTC et FO) et des employeurs (Medef, CGPME et UPA) ont défilé dans le bureau du premier ministre, entouré pour l'occasion de la ministre du Travail, Myriam El Khomri, de leurs collaborateurs respectifs et d'un représentant de l'Élysée.

L'objectif officiellement affiché ?

Recueillir les avis et propositions de chacune des centrales sur le plan d'urgence de l'emploi (un de plus, là aussi) que présentera lundi prochain le chef de l'État au Conseil économique, social et environnemental (CESE).

À chaque fois que l'exécutif prépare un projet de loi ambitieux ou un plan de lutte contre l'emploi, c'est la même comédie

Il y a plusieurs grand-messes de ce type chaque année.

À chaque fois que l'exécutif prépare un projet de loi ambitieux ou un plan de lutte contre le chômage, c'est la même comédie. Et cela fait des années que cela dure.

Parfois c'est à l'Élysée. Nicolas Sarkozy aimait recevoir dans son château les partenaires sociaux et a organisé pendant la crise plusieurs sommets sociaux de ce type.

Aujourd'hui c'est à Matignon que cela se joue, voire plus occasionnellement rue de Grenelle, au ministère du Travail, ou à Bercy, au ministère de l'Économie.

Ou encore, une fois par an, au CESE lors des conférences sociales (il y en a eu quatre depuis le début du quinquennat) -qui ont au passage perdu en cours de route leur qualificatif de «grandes»- qui débutent systématiquement par une rencontre à huis clos entre les représentants des partenaires sociaux et l'exécutif au grand complet.

Le pire, c'est que personne n'est dupe.

Tous les participants savent que ces événements sociaux d'un jour servent essentiellement la communication du président de la République et du premier ministre qui ont besoin de montrer à l'opinion publique que :

- ➔ 1/l'enjeu est tellement important qu'ils organisent une rencontre au sommet pour mettre tous les sujets sur la table et convoquent la presse, qui attend sagement dans la cour de Matignon, pour immortaliser le moment ;
- ➔ 2/la concertation reste la solution retenue pour régler les problèmes du pays et rien ne vaut le dialogue social.

Mais les vraies décisions sont prises ailleurs.

Dans les alcôves des bureaux dorés de la Républiques, lors de rencontres bilatérales en catimini où chacun teste les limites des autres.

Surtout que les positions des uns et des autres, notamment sur les questions de relance de l'emploi ou de lutte contre le chômage, sont connues de tous.

Qui a été surpris lundi d'entendre Philippe Martinez, le patron de la CGT, s'opposer violemment aux propositions patronales de flexibilité -pardon, il faut dire maintenant d'agilité- du contrat de travail?

Qui a levé une oreille lorsque Myriam El Khomri a précisé que «rien n'est tranché, tout est sur la table»?

Qui a été scotché par la charge de Pierre Gattaz, le président du Medef, contre la crainte que les employeurs ont de se faire coller au mur aux prud'hommes pour licenciement abusif et que c'est la raison pour laquelle ils n'embauchent pas?

Qui a été surpris lundi d'entendre Philippe Martinez, le patron de la CGT, s'opposer violemment aux propositions patronales de flexibilité du contrat de travail ?

Rappelons-nous les sommets sociaux à l'Élysée du temps de Nicolas Sarkozy.

Toutes les décisions étaient prises bien avant la rencontre. La preuve? Sitôt la réunion finie, le président de la République présentait les décisions qui avaient été arrêtées et les journalistes étaient débriefés, en long, en large et en travers, par les conseillers du chef de l'État.

Dossier de presse et chiffrages minutieux (et généralement faux) à l'appui... D'ailleurs l'exécutif sait parfaitement sur qui il peut compter, ou non.

François Hollande et Manuel Valls savent notamment qu'ils ne peuvent rien attendre aujourd'hui de la CGT, opposée à tout, surtout à quelques mois de son 51ème congrès qui s'annonce difficile.

Ils savent encore que le soutien (ou la neutralité bienveillante) de Laurent Berger, le patron de la CFDT, est indispensable pour donner un tant soit peu de crédibilité à leur projet.

La République s'enorgueillirait à mettre fin à ce genre de rencontres théâtrales qui ne servent qu'à afficher des désaccords et un semblant de concertation factice.

Outre de montrer qu'en France on est d'accord sur rien, leur utilité est nulle.

Et les Français, si tant est qu'ils croient encore à la politique ou à la chose publique, sont de plus en plus rétifs à la politique spectacle qu'on ne cesse de leur servir. Ils veulent des résultats tangibles. Sur tous les points, on en est loin...☐
